

Overwegende dat de vergoedingen voor reiskosten toegekend aan de voorzitter en aan de leden van de Permanente Cel voor gezondheidsopvoeding onverwijld vastgesteld dienen te worden;

Op de voordracht van de Minister belast met de gezondheid;

Gelet op de door de Executieve na de beraadslaging van 15 oktober 1990 genomen beslissing,

Besluit :

**Artikel 1.** De voorzitter, de ondervoorzitter en de leden die niet behoren tot de administraties van de Franse Gemeenschap van de Permanente Cel voor gezondheidsopvoeding alsook de personen die niet behoren tot de administraties van de Franse Gemeenschap op wier samenwerking beroep wordt gedaan, hebben recht op de terugbetaling van de kosten voor hun reizen tussen hun woonplaats en de zetel van de Cel, onder de volgende voorwaarden :

1<sup>o</sup> degenen die voor hun reizen de gemeenschappelijke vervoermiddelen gebruiken, krijgen een terugbetaling van hun kosten op grond van de officiële tarieven. Indien deze vervoermiddelen verscheidene klassen omvatten, krijgen ze een terugbetaling van de prijs van het reisbiljet eerste klas.

2<sup>o</sup> degenen die hun eigen wagen gebruiken hebben recht op een kilometervergoeding bepaald overeenkomstig de tabel gevoegd bij het koninklijk besluit van 18 januari 1965 houdende algemene regeling inzake reiskosten, gewijzigd bij het ministerieel besluit van 29 april 1977 en bij het koninklijk besluit van 12 december 1984. Het belastbaar vermogen van het voertuig, dat voor de uitkering van de vergoeding wordt aangenomen, mag niet hoger liggen dan 7 pk.

**Art. 2.** De vergoeding voor reiskosten wordt bepaald per dag aanwezigheid die in het daartoe gehouden register vastgesteld is.

**Art. 3.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1990.

Brussel, 12 november 1990.

Vanwege de Executieve van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Sociale Zaken en Gezondheid,

F. GUILLAUME

De Minister-Voorzitter belast met de Begroting,

V. FEAUX

#### MINISTERE DE L'ÉDUCATION, DE LA RECHERCHE ET DE LA FORMATION

F. 91 — 605

**10 DECEMBRE 1990.** — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française fixant le programme et les modalités d'organisation des épreuves d'aptitudes à la fonction d'inspecteur dans l'enseignement secondaire du degré inférieur, dans l'enseignement secondaire du degré supérieur et dans l'enseignement supérieur non universitaire organisés par la Communauté française

L'Exécutif de la Communauté française,

Vu la loi du 22 juin 1964 relative au statut des membres du personnel de l'enseignement de l'Etat, modifiée en dernier lieu par l'arrêté royal n° 456 du 10 septembre 1986;

Vu l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, modifié en dernier lieu par l'arrêté de l'Exécutif du 20 novembre 1989;

Vu l'avis du Comité de concertation syndicale — secteur X — donné le 11 septembre 1990;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup>, modifié par la loi ordinaire du 9 août 1980 de réformes institutionnelles;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il convient d'organiser, sans délai, la réglementation permettant d'accéder à la fonction d'inspecteur dans l'enseignement secondaire du degré inférieur, dans l'enseignement secondaire du degré supérieur et dans l'enseignement supérieur non universitaire,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le programme et les modalités d'organisation des épreuves d'aptitudes à la fonction d'inspecteur dans l'enseignement secondaire du degré inférieur, dans l'enseignement secondaire du degré supérieur et dans l'enseignement supérieur non universitaire organisés par la Communauté française font l'objet des dispositions ci-après.

**Art. 2.** Le jury des épreuves d'aptitudes apprécie le dossier de chaque candidat. Ce dossier comprend tous les éléments d'appréciation fournis par l'intéressé et de nature à éclairer le jury sur ses mérites et ses aptitudes. Est annexé le dossier prévu à l'article 67 et constitué comme dit à l'article 88 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements.

Ce dossier est soumis à l'intéressé lors de l'une des épreuves. Il est ensuite noté sur 100 points.

**Art. 3.** Les épreuves d'aptitudes à la fonction d'inspecteur dans l'enseignement secondaire du degré inférieur, dans l'enseignement secondaire du degré supérieur et dans l'enseignement supérieur non universitaire organisés par la Communauté française comprennent une partie écrite et une partie orale.

**Art. 4.** La partie écrite des épreuves comporte :

§ 1. L'appréciation par le candidat d'une leçon relevant de la discipline ou du groupe de disciplines ressortissant à la fonction d'inspecteur à laquelle le candidat peut être admis. Cette épreuve est notée sur 200 points répartis comme suit :

- a) critique détaillée de la leçon, figurant les remarques qui seraient faites verbalement au professeur, les conseils donnés en conséquence et les suggestions faites : 100 points;
- b) rédaction du rapport de la visite faite avec appréciation de la leçon et du professeur : 100 points.

§ 2. La résolution de questions pratiques qui peuvent être traitées dans le cadre des dispositions légales et réglementaires relatives aux statuts des personnels de l'enseignement de l'Etat. Cette épreuve est notée sur 100 points.

§ 3. La résolution de questions pratiques en rapport avec la fonction et qui peuvent être traitées dans le cadre de la législation et de la réglementation sur l'organisation de l'enseignement. Cette épreuve est notée sur 100 points.

**Art. 5.** Les dispositions légales et réglementaires visées à l'article 4, § 2 et 3, peuvent être consultées par les candidats durant les épreuves.

**Art. 6.** La partie orale des épreuves comporte :

§ 1<sup>er</sup>. Un entretien permettant au jury de s'assurer que le candidat possède les qualités humaines, les aptitudes et les connaissances requises par les responsabilités propres à la fonction d'inspecteur dans l'enseignement secondaire du degré inférieur, dans l'enseignement secondaire du degré supérieur ou dans l'enseignement supérieur non universitaire organisés par la Communauté française et, en outre, d'apprécier son degré d'information des problèmes pédagogiques actuels et son ouverture intellectuelle. Cette épreuve est notée sur 100 points.

§ 2. Une discussion sur un ouvrage à caractère psychologique, pédagogique ou didactique, tiré au sort parmi cinq ouvrages choisis à l'avance par le candidat. Cette épreuve est notée sur 100 points.

La liste des ouvrages parmi lesquels le candidat opère son choix et qui est fixée par le jury lui est communiquée avec le détail des matières dont question à l'article 4, dernier alinéa, du présent arrêté.

Le candidat dispose d'un délai de dix jours pour faire connaître son choix.

Ce délai prend cours le jour de la présentation, par la poste, du pli recommandé au domicile du candidat.

**Art. 7.** Le total des points attribués au dossier et aux épreuves est de 700 points. Sont lauréats des épreuves d'aptitudes précitées ceux des candidats qui ont obtenu au total 420 points au moins et 50 p.c. au moins des points attribués aux épreuves reprises, respectivement, à l'alinéa 1<sup>er</sup>, points a) et b) et aux alinéas 2 et 3 de l'article 4 et à l'article 6.

**Art. 8.** Sont abrogés :

1<sup>o</sup> l'arrêté ministériel du 1<sup>er</sup> août 1969 fixant le programme et les modalités d'organisation des épreuves d'aptitudes à la fonction d'inspecteur dans l'enseignement secondaire du degré inférieur de l'Etat (régime français);

2<sup>o</sup> l'arrêté ministériel du 1<sup>er</sup> août 1969 fixant le programme et les modalités d'organisation des épreuves d'aptitudes à la fonction d'inspecteur dans l'enseignement secondaire du degré supérieur et dans l'enseignement supérieur non universitaire de l'Etat (régime français);

3<sup>o</sup> l'arrêté ministériel du 6 janvier 1981 fixant le programme et les modalités d'organisation des épreuves d'aptitudes à la fonction d'inspecteur dans l'enseignement secondaire du degré inférieur de l'Etat (régime français).

**Art. 9.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 10 décembre 1990.

Pour l'Exécutif de la Communauté française :

Le Ministre de l'Education et de la Recherche scientifique,

Y. YLIEFF

VERTALING

MINISTERIE VAN ONDERWIJS, ONDERZOEK EN VORMING

N. 91 — 605

10 DECEMBER 1990. — Besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van het programma en van de wijze waarop de bekwaamheidsexamens worden georganiseerd voor het ambt van inspecteur in het lager en het hoger secundair onderwijs en in het niet-universitair hoger onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap

De Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet van 22 juni 1964 betreffende het statuut der personeelsleden van het rijksonderwijs, laatst gewijzigd door het koninklijk besluit nr. 456 van 10 september 1988;

Gelet op het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulp personeel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen, en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, laatst gewijzigd door het besluit van de Executieve van 20 november 1988;

Gelet op het advies van het comité voor syndicaal overleg — sector X — d.d. 11 november 1989;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inz. artikel 3, § 1, gewijzigd bij de gewone wet van 9 augustus 1980 tot hervorming van de instellingen;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de reglementering voor de toegang tot het ambt van inspecteur in het lager secundair onderwijs, het hoger secundair onderwijs en het niet-universitair hoger onderwijs onvervuld georganiseerd moet worden,

Besluit:

**Artikel 1.** Het programma en de organisatie van de bekwaamheidsexamens voor het ambt van inspecteur in het lager secundair onderwijs, in het hoger secundair onderwijs en in het niet-universitair hoger onderwijs, georganiseerd door de Franse Gemeenschap, worden bepaald als volgt.

**Art. 2.** De commissie voor de bekwaamheidsexamens beoordeelt het dossier van elke kandidaat. Dit dossier omvat al de gegevens, verstrekt door de belanghebbende ten einde de examencommissie in de mogelijkheid te stellen zijn verdiensten en bekwaamheid te beoordelen. Daarbij is gevoegd het dossier bedoeld in artikel 67 en aangelegd zoals bepaald in artikel 68 van het koninklijk besluit van 22 maart 1989 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor klerker-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen.

Dat dossier wordt tijdens een van de examengedeelten voorgelegd aan de betrokkene en wordt daarna beoordeeld op 100 punten.

**Art. 3.** De bekwaamheidsexamens voor het ambt van inspecteur in het lager secundair onderwijs, in het hoger secundair onderwijs en in het niet-universitair hoger onderwijs, georganiseerd door de Franse Gemeenschap, omvatten een schriftelijk gedeelte en een mondeling gedeelte.

**Art. 4.** Het schriftelijk gedeelte omvat:

§ 1. De beoordeling door de kandidaat van een les behorend tot het vak de groep van vakken die ressorteren onder het ambt van inspecteur waartoe de kandidaat kan toegelaten worden. Het wordt beoordeeld op 200 punten, onderverdeeld als volgt:

a) uitvoerige bespreking van de les, waarin de opmerkingen worden weergegeven die mondeling aan de leraar zouden worden gemaakt, de raadgevingen die dienovereenkomstig worden verstrekt en de voorstellen die worden gedaan: 100 punten;

b) het stellen van een verslag over het afgelegd bezoek, met de beoordeling van de les en van de leraar: 100 punten.

§ 2. Het oplossen van praktische problemen aan de hand van de wetteksten en reglementen betreffende het statuut van het personeel van het rijksonderwijs. Dit examengedeelte wordt beoordeeld op 100 punten.

§ 3. Het oplossen van praktische problemen in verband met het ambt aan de hand van de wetgeving en de reglementering over de organisatie van het onderwijs.

Dit examengedeelte wordt beoordeeld op 100 punten.

**Art. 5.** De kandidaten mogen tijdens het examen de in artikel 4, §§ 2 en 3, bedoelde wetteksten en reglementen raadplegen.

**Art. 6.** Het mondeling gedeelte bestaat uit:

§ 1. Een onderhoud op grond waarvan de examencommissie zich kan vergewissen of de kandidaat de menselijke eigenschappen, alsmede de nodige aanleg en beroepskenntnis bezit, vereist door de verantwoordelijkheid eigen aan het ambt van inspecteur in het lager secundair onderwijs, in het hoger secundair onderwijs of in het niet-universitair hoger onderwijs, georganiseerd door de Franse Gemeenschap; bovendien moet uit het onderhoud blijken in hoeverre hij op de hoogte is van de hedendaagse pedagogische vraagstukken en openstaat voor het geestesleven van zijn tijd.

Dit gedeelte wordt op 100 punten beoordeeld.

§ 2. De bespreking van een psychologisch, pedagogisch of didactisch werk, geloot uit vijf werken die de kandidaat vooraf gekozen heeft.

Dit gedeelte wordt beoordeeld op 100 punten.

De lijst waaruit de kandidaat vijf werken kiest en die door de examencommissie is vastgesteld, wordt hem meegedeeld met de gedetailleerde opgave van de examenstof bedoeld in artikel 4, laatste lid, van dit besluit.

De kandidaat beschikt over tien dagen om zijn keuze bekend te maken.

Die termijn gaat in op de dag waarop de post de aangetekende zending aanbiedt ten huize van de kandidaat.

**Art. 7.** Het totaal aantal punten toegekend voor het dossier en voor de examengedeelten bedraagt 700 punten. Om te slagen voor voormelde bekwaamheidsexamens moeten de kandidaten in totaal ten minste 420 punten behaald hebben, alsook ten minste 50 % van de punten toegekend voor de examengedeelten resp. vermeld in lid 1, a) en b), in lid 2 en lid 3 van artikel 4 en in artikel 6.

**Art. 8.** Opgeheven worden:

1° het ministerieel besluit van 1 augustus 1989 tot vaststelling van het programma van de bekwaamheidsexamens voor het ambt van inspecteur bij het lager secundair onderwijs van de Staat (Frans taalstelsel) en van de wijze waarop ze worden georganiseerd;

2° het ministerieel besluit van 1 augustus 1989 tot vaststelling van het programma en van de wijze waarop de bekwaamheidsexamens worden georganiseerd voor het ambt van inspecteur in het hoger secundair onderwijs en in het niet-universitair hoger onderwijs van de Staat (Frans taalstelsel);

3° het ministerieel besluit van 6 januari 1981 tot vaststelling van het programma en van de wijze waarop de bekwaamheidsexamens worden georganiseerd voor het ambt van inspecteur in het lager secundair onderwijs van de Staat (Frans taalstelsel).

**Art. 9.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Brussel, 10 december 1990.

Vanwege de Executieve van de Franse Gemeenschap:

De Minister van Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek,

Y. YLIEFF